



Se tenait aujourd'hui le premier CTL depuis le 7 juillet 2017. Après 4 mois sans instance, le Président de séance a tombé le masque de l'écoute et de la consultation qu'il avait affiché depuis son arrivée.

Alors que l'ensemble des organisations syndicales avait compris que le projet de regroupement des SPFE lillois pouvait encore être discuté, le Directeur Régional a annoncé que celui-ci était validé et non amendable.

Lors du groupe de travail sur le réseau lillois (jusque Roubaix et Tourcoing) qui s'est déroulé le 3 octobre, les propositions avancées par les OS concernant la mission enregistrement ne se sont vues opposer de refus, la Direction devant même revenir vers les organisations syndicales pour en rediscuter.

De plus, le Préfet doit indiquer au plus tard en janvier 2018 sa préférence quant au devenir de la Cité Administrative de Lille. Si l'option choisie est la vente et la réinstallation des services sur un autre site déjà en construction (en l'occurrence celui réservé à l'Agence Européenne du Médicament, pour laquelle Lille semble mal positionnée), ce dernier serait disponible dès 2019.

Il est urgent d'attendre avant d'entreprendre des travaux très coûteux et des déménagements.

Le dialogue social n'est plus au cœur des priorités de notre Directeur. Au vu de l'attitude méprisante affichée par la Direction pendant les diverses interventions, les représentants des personnels ont pris leurs responsabilités et ont quitté l'instance.

A travers eux, ce sont les agents du Nord qui sont une fois de plus ignorés et méprisés. Manifestons donc tous notre mécontentement lors de la semaine d'action du 16 au 23 novembre 2017 en participant massivement aux rassemblements prévus.